

Au Journal officiel du 4 au 10 novembre 2017

Au Journal officiel du 4 au 10 novembre 2017

13/11/2017

Au Journal officiel du 4 au 10 novembre 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 4 novembre 2017 :

- Décret n° 2017-1522 du 2 novembre 2017 relatif aux personnes n'ayant en France ni domicile ni résidence fixe et pris pour l'application des articles 150, 194 et 195 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté – *Modification de plusieurs codes et textes non codifiés ;*
- Décret n° 2017-1523 du 3 novembre 2017 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 11) - Modification du Code de la route, du Code de la sécurité intérieure, du Code des assurances et de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2017-1525 du 2 novembre 2017 modifiant les dispositions réglementaires du Code général des collectivités territoriales relatives à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie et à la commission du contentieux du stationnement payant – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 38) ;*
- Décret n° 2017-1530 du 3 novembre 2017 autorisant la mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel destiné au calcul de la cotisation prévue à l'article L. 380-2 du Code de la sécurité sociale, d'un traitement de données à caractère personnel destiné au contrôle de la résidence et modifiant le décret n° 2015-390 du 3 avril 2015 – *Modification du décret n° 2015-390 du 3 avril 2015 et abrogation du décret n° 2009-1305 du 26 octobre 2009 – Voir également la délibération de la CNIL n° 2017-279 du 26 octobre 2017.*

Au JO du 5 novembre 2017 :

- Décret n° 2017-1534 du 3 novembre 2017 relatif aux conditions d'explantation des prothèses à pile sur les personnes décédées – *Modification du Code général des collectivités territoriales ;*
- Arrêté du 27 octobre 2017 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel de reconnaissance des usagers et de restitutions enrichies dans le cadre du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu – *Voir également la délibération de la CNIL n° 2017-245 du 14 septembre 2017.*

Au JO du 8 novembre 2017 :

- Arrêté du 30 octobre 2017 relatif aux modalités de signalement et de traitement des incidents graves de sécurité des systèmes d'information - *Modification de l'arrêté du 27 février 2017.*

Au JO du 9 novembre 2017 :

- Arrêté du 10 octobre 2017 *modifiant l'arrêté du 22 mai 2006* relatif à la mise en service par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de données personnelles dénommé « Télé@ctes » ;
- Arrêté du 10 octobre 2017 *modifiant l'arrêté du 8 mars 1996* régissant le traitement informatisé de la taxe d'habitation à la direction générale des finances publiques ;
- Arrêté du 10 octobre 2017 *modifiant l'arrêté du 1er septembre 2016* portant création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de données à caractère personnel de gestion du fichier des contrats de capitalisation et d'assurance vie dénommé Ficovie – *Voir également la délibération de la CNIL n° 2017-242 du 7 septembre 2017* ;
- Arrêté du 10 octobre 2017 *modifiant l'arrêté du 11 avril 2005* relatif à la mise en service par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « Base nationale des données patrimoniales » ;
- Arrêté du 27 octobre 2017 *modifiant l'arrêté du 14 juin 1982* relatif à l'extension d'un système automatisé de gestion du fichier des comptes bancaires.

Au JO du 10 novembre 2017 :

- Décret n° 2017-1547 du 8 novembre 2017 relatif aux attributions notariales des agents diplomatiques et consulaires – *Modification du décret n° 91-152 du 7 février 1991* ;
- Décret n° 2017-1548 du 8 novembre 2017 relatif à l'enseignement à distance en apprentissage – *Modification du Code du travail* ;
- Décret n° 2017-1549 du 8 novembre 2017 relatif à la conservation et à la préparation à des fins scientifiques d'éléments du corps humain et *modifiant le Code de la santé publique* ;
- Arrêté du 2 novembre 2017 portant homologation des modèles de statuts des unions de sociétés coopératives agricoles – *Abrogation de l'arrêté du 31 juillet 2009 et de l'arrêté du 31 mars 2016* ;
- Arrêté du 3 novembre 2017 *modifiant l'arrêté du 20 avril 2012* modifié fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire ;
- Arrêté du 9 novembre 2017 fixant le montant des rémunérations dues en contrepartie des services rendus par la direction de l'information légale et administrative – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 9) - Abrogation de l'arrêté du 19 décembre 2016.*

La Rédaction législation

© LexisNexis SA